

Lutte des classes

TRIBUNE FRANCAISE DE WORKERS INTERNATIONAL (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE)

N° 16

21 DECEMBRE 2013

luttendesclasses@live.fr

Intervention militaire en Centrafrique

La bourgeoisie française tente de réparer ses faiblesses

On a la certitude absolue de pouvoir, même de devoir revenir encore plusieurs fois sur l'intervention militaire française – la deuxième en 18 mois ! – cette fois-ci en Centrafrique. Nous y reviendrons, puisqu'elle durera beaucoup plus, elle aussi, que les annonces infatuées et pompeuses du gouvernement, essayant de rassurer les travailleurs inquiets en la promettant de courte durée. C'est pourquoi pour le moment il est suffisant de qualifier cet acte impérialiste et de le dénoncer rapidement, quitte à y revenir plus en détail dans l'un des prochains numéros.

Tout d'abord, ce qui frappe immédiatement tout le monde, y compris les politiciens bourgeois et les autres, ainsi que les dits « observateurs », c'est la place quasiment unique que la France occupe dans cette intervention. Exactement, comme on l'a déjà vu au Mali. Ce seul fait démasque ce pays comme le dépositaire principal, porte-drapeau et porte-parole officiel de l'impérialisme militaire en Afrique, son chien de garde attiré dont il a toujours besoin. Très visiblement, les autres impérialistes lui cèdent volontiers ce rôle peu envié à cause de leur volonté de se défaire de cette notoriété abjecte, et aussi du fait des frais très élevés des actions militaires par ces temps de vaches maigres. Même les députés UMP qui ont pourtant applaudi l'intervention à deux mains (comme celle au Mali), ont amèrement regretté cette solitude. Alors qu'ils devraient se demander si le niveau exceptionnellement bas et surprenant du taux d'intérêt dont la France bénéficie de la part de ses créanciers financiers ne serait-il pas la rémunération juste pour son service de gendarme universel en Afrique.

Le deuxième fait qui, justement, n'étonne plus personne, c'est que la bour-

geoisie n'a aucun autre moyen que la sauvagerie militaire pour essayer de régler les difficultés extraordinaires du maintien de la domination impérialiste dans ces pays. Les journalistes, serviles et complaisants du système parlent abondamment de l'effondrement de l'Etat (comme au Mali), du chaos, des pillages et des tueries sans en donner la moindre explication sérieuse. D'une manière très confuse, ils parlent des affrontements meurtriers entre musulmans et chrétiens, des milices variées et de leurs tueries en masse, sans dire un mot sur les réalités sociales qui sont cachées derrière. Là aussi, ils restent fidèles à leurs affabulations sur les réalités au Rwanda, par exemple, où les Hutus ont tué les Tutsi et vice-versa, sans que ces Messieurs et Mesdames journalistes n'osent regarder quelles réalités de la domination impérialistes sont dissimulées derrière ces faits.

Sans aucun doute, ces tueries actuelles à Bangui sont aussi les conséquences dramatiques d'un affrontement social et politique dont les ressorts et les motivations sont soigneusement cachées mais, à vrai dire, sont clairement inscrits dans la colonisation ancienne et de sa nouvelle mouture. On peut supposer, sommairement et de façon très probable que derrière la dénomination de « chrétien » on trouvera la fraction nantie de la population, bien vue de la part des Blancs colonisateurs, alors que l'appellation « musulman » recouvre ses couches les plus pauvres et exclues de cette société, - si bien administrée auparavant au grand bénéfice de l'impérialisme français. Même si cette vérité ne trouve pour le moment une expression claire, directe et en tous points conforme à la situation exacte, - il est évident que le gouvernement et les journalistes nous racontent - des bobards.

C'est pourquoi, le premier de ceux-

ci - que Hollande répète inlassablement mais lui-même n'en croit rien - est le conte sur la fin rapide de l'intervention militaire. A la vérité, elle dure déjà depuis des décennies, - sans en faire un bruit particulier. (Il y a longtemps que feu Bokassa a gratifié Giscard d'une belle série de diamants.) Si, vraiment, il n'y avait que des tueurs et des pillards, une campagne énième de type policière aurait déjà amplement suffi. Mais manifestement ce n'est pas et ce ne sera le cas...

Finalement, il est nécessaire de souligner que les députés du PS même les plus récalcitrants ont gobé tous ces mensonges - comme d'habitude - et justifié cette aventure militaire aussi. Quant aux ministres et députés Verts, c'est pareil sinon pire. La seule voix tant soit peu critique dans l'Assemblée à l'égard de cette intervention était celle de André Chassaigne, député du PCF qui de la part du Front de Gauche remarquait (selon Mediapart) : « La France n'a pas vocation à jouer le rôle de gendarme en Afrique ». Ce qui est une déclaration plus qu'ambiguë - très habituelle de sa part comme on l'a vu déjà dans sa « critique » de l'intervention au Mali. Effectivement, à la fin il a précisé cette « critique » en se disant être « favorable au recours à une force d'interposition sous l'égide de l'Onu ». Sur la situation réelle en Centrafrique ainsi que sur la présence impérialiste sur ce continent il restait au niveau lamentable des journalistes en « corrigeant » leur vue nationale bornée par sa référence - à l'ONU. Or, l'ONU donne carte blanche à la France pour régler le problème centrafricain. En quoi cela change-t-il la donne ?

Balazs NAGY

Parlement européen

Lancement du manifeste antifasciste

La conférence de presse pour la présentation du Manifeste Antifasciste Européen et le lancement du Réseau Européen des Parlementaires Antifascistes s'est tenue Mercredi 4 Décembre dans le Parlement Européen de Bruxelles. A la conférence de presse ont pris part la Présidente de la GUE/NGL (Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique) Gabi Zimmer, le député européen Grec (SYRIZA) Nikos Hountis, la députée Allemande (Die Linke) Annette Groth et le député Grec (SYRIZA) Dimitris Tsoukalas.

Après avoir signalé que la GUE/NGL a mis le Manifeste Antifasciste Européen à son ordre du jour, Gabi Zimmer a souligné combien réelle et grave est actuellement la menace d'extrême droite et fasciste en Europe, et a terminé en appelant à la mobilisation antifasciste de la gauche européenne et au soutien du Réseau Européen des Parlementaires Antifascistes.

La présentation du Manifeste Antifasciste Européen a été faite par Dimitris Tsoukalas, tandis que Nikos Hountis et Annette Groth ont mis l'accent sur le fait que la très dangereuse montée de l'extrême droite et du néofascisme presque partout en Europe met la gauche européenne devant ses responsabilités l'obligeant à donner la priorité à la mobilisation antifasciste avant qu'il ne soit trop tard.

Le Réseau Européen des Parlementaires Antifascistes est déjà appuyé par 25 députés venant du Royaume Uni, de Grèce, de l'Etat Espagnol, d'Irlande, du Pais Valencia, d'Allemagne, de Suède, d'Israël, du Luxembourg, de Catalogne, du Portugal et des Pays Bas, tandis que le Manifeste Antifasciste Européen est signé par plus de 110 parlementaires de divers pays européens (53 sont de SYRIZA).

Les deux documents qui suivent sont la vidéo de la conférence de presse et le texte (en anglais) de la présentation du Manifeste Antifasciste Européen faite par D. Tsoukalas.

Génération identitaire ou boîte de sous-traitance du Front national

Terreur dans la rue - passage obligé du fascisme

Il a fallu plusieurs jours pour que cette ignoble comparaison de Mme Taubira avec un singe, vue sur une chaîne publique, paraisse dans la presse. La presse bien pensante du capital a toujours essayé de présenter l'apparition du fascisme comme une affaire de « fous », « tarés », « rigolos », donc inoffensifs. Marine Le Pen s'est empressée de mettre à l'écart sa militante fidèle, dont le tort n'est que d'afficher publiquement le racisme ambiant dans leur parti, ce que la grande presse prend pour argent comptant : preuve que le Front national est un « parti comme les autres », bref « républicain ».

En politique il n'y a pas de « fous » au sens psychologique : à chacun sa fonction sociale. Le fascisme est l'ultime recours du capitalisme aux abois, avec l'objectif de briser le cou à la classe ouvrière et à ses organisations. L'enjeu politique est de faire basculer la petite bourgeoisie de son côté, hétérogène, écrasée économiquement ou effrayée socialement, mais majoritaire dans la société. Incapable d'avoir un programme politique à elle, cette couche sociale est obligée de choisir entre le prolétariat ou le fascisme, or elle ne veut ni rouge ni noir, jusqu'à qu'un « fou » devienne « sauveur » suprême et s'impose par la force. Elle adore le fouet.

Jusque là, le fascisme s'entraîne, s'exerce, expérimente, tâte le pouls de l'opinion publique. Composé de brutes, sa fonction sociale lui impose un sens très raffiné de tactique. En tant que classe sociale d'avenir, le prolétariat est amené à miser sur la conscience et le sentiment de solidarité, ce qui est un long chemin. Le fascisme prend le raccourci, compte sur les plus bas instincts individuels et l'ivresse des hordes sauvages. Là où la classe ouvrière s'efforce d'avoir une analyse économique et politique rationnelle, le fascisme se contente des rebuts des idéologies obscurantistes et de démagogie sociale. Si le socialisme mise sur les éléments productifs de la société, le fascisme mise sur la vengeance sociale des déclassés et la soif de puissance du lumpenprolétariat. Pendant que les petits bourgeois démocrates jurent leur fidélité à la république et se soulent de mots, les fascistes se préparent dans l'ombre. Ils doivent

impérativement s'imposer dans la rue.

L'ambiance politique générale autour des questions de sécurité, d'immigration, d'islam etc. - ambiance imposée par le Front national non seulement à la droite mais également au gouvernement socialiste - est le terrain propice aux expérimentations musclées. Les sous-traitants de Marine Le Pen ont déjà pris le chemin de la Ligue du Nord italienne, mais iront certainement plus loin, à l'instar de l'Aube dorée grecque... si on les laisse faire. Voici une dépêche presque anodine de l'AFP, qu'on aurait tort d'oublier aussitôt qu'on l'a lue (2 novembre 2013).

Génération identitaire veut faire des "tournées de sécurisation"

Génération identitaire, branche jeunes du mouvement d'extrême droite Bloc identitaire, a annoncé samedi son intention d'organiser des "tournées de sécurisation", dans le cadre d'une campagne de "lutte contre l'insécurité" qui passe aussi par des initiations à l'autodéfense.

Génération identitaire a présenté sa nouvelle "campagne choc" contre "l'explosion des violences subies par les jeunes Français et Françaises", lors d'une conférence de presse à Paris, derrière une banderole jaune et noire "Génération anti-racailles".

Ce groupe, qui revendique "1.200 adhérents dans 40 villes de France", selon ses responsables, s'était fait connaître en octobre 2012 avec l'occupation symbolique du chantier de la mosquée de Poitiers. Il a organisé pendant l'hiver une campagne de soutien aux SDF français, puis pris une part active dans les manifestations contre le mariage homosexuel.

"Ils ont leur bande, tu as ton clan, face à la racaille, tu n'es plus seul": tel est le slogan de cette campagne qui proposera parmi d'autres initiatives des "tournées de sécurisation" comme "nous en avons déjà fait dans les trains à Nice ou sur les berges du Rhône à Lyon pour remédier à l'incapacité des forces de l'ordre, là où nous sommes présents", a déclaré Arnaud Delrieux, un des porte-parole, venu de Lyon. Des "rondes à mains nues, évidemment", pour lesquelles "nous avons déjà eu des demandes", a-t-il dit.

Des tracts seront distribués à la sortie de collèges, lycées, facultés et des transports en commun informant sur le comportement à suivre en cas d'agression. La campagne se fera aussi sur internet et les réseaux sociaux.

De plus, "d'ici un mois", une salle de sports consacrée à la boxe et à l'autodéfense devrait ouvrir ses portes "gratuitement pour les jeunes", a déclaré Damien Rieu, autre porte-parole. Un "séminaire d'autodéfense se tiendra aussi probablement en janvier pour nos militants comme pour le public".

Interrogés sur leur implication dans les prochaines élections municipales sur des listes du Rassemblement Bleu Marine de Marine Le Pen (FN), Arnaud Delrieux a répondu: "nous souhaitons des engagements sur des listes et nous invitons tous les patriotes à se lancer dans la bataille des municipales".

Qu'est ce qu'on veut de plus clair et de plus franc? Ne voit-on que le fascisme cherche à occuper les créneaux les plus faciles et les plus porteurs pour s'imposer au petit bourgeois blanc et paumé, commerçant ou chômeur? Ce que hier étaient les Juifs, ce sont aujourd'hui les Arabes et musulmans en général: le gibier pour la chasse. La profonde fracture sociale que le capital a crée en important les immigrés et en les entassant dans les « zones » urbaines, que tout le monde connaît un peu partout en France, est tout naturellement le terrain de prédilection pour l'entraînement fasciste. Dans ces zones il y a des centaines de milliers de jeunes issus de l'immigration, réduits au chômage et à la déchéance sociale. Ceux-là, on ne peut pas les renvoyer nulle part, car ils sont nés en France. Ils ont déjà exprimé leur colère sociale, or les pouvoirs successifs n'ont fait « qu'entasser, » la misère sociale dans les ghettos. Le problème reste entier.

Les grands médias, que le grand capital s'est totalement approprié, distille le poison raciste goutte par goutte, au jour le jour. L'Express est devenu l'organe central de Marine Le Pen. Un seul détail empêche Alain Finkielkraut d'adhérer au FN: il est juif. Pendant que la question du voile de 287 femmes arabes occupe tous les esprits, les fascistes se préparent dans l'ombre. Et on dira demain qu'on ne savait pas!

Radoslav PAVLOVIC

Un livre de Gabriel Zucman

La richesse cachée des nations

On essaiera si possible de revenir sur ce livre du jeune économiste (27 ans) issu de l'école d'économie de Paris, notamment sur ses solutions d'une naïveté incroyable pour un chercheur aussi ambitieux. Son constat est, pourtant, sérieux et résultat d'études poussées. Il dresse le tableau de paradis fiscaux et constate que derrière les promesses des institutions internationales et gouvernements nationaux l'impunité des paradis fiscaux est sans entraves.

« Il n'y a jamais eu autant d'argent qu'en 2013 dans les paradis fiscaux, explique-t-il à Mediapart. Selon mes calculs, 8 % du patrimoine financier mondial des ménages y est logé, et échappe à tout impôt. Soit une fortune de 5 800 milliards d'euros, dont 350 milliards appartenant à des Français. C'est 25 % de plus qu'en avril 2009, quand le G20 de Londres avait annoncé la "fin du secret bancaire". »

Sur la même période, le montant des fortunes gérées par la Suisse a augmenté de 14 %. Bref, « le nombre des super-riches explose et les paradis fiscaux se portent bien », explique l'économiste. Au centre, le triangle d'or: Suisse-Luxembourg-Iles Vierges.

En guise de solution Zucman propose la création d'un cadastre mondial des titres financiers et contrôle douanier des Etats comme si l'affaire était administrative et non politique. Il suffirait qu'on ait des gens de bonne volonté...

Gaulliste, sarkozyste, lepeniste...

Fidélité de classe

Contrairement aux vedettes du cinéma par nature petite-bourgeoises et versatiles, Alain Delon à toujours été du côté des riches et de droite. Il ne s'est pas caché, il s'est même mouillé. Mais comme la Suisse est devenue terre d'élection des riches, notre acteur national est devenu citoyen suisse. Il n'a pas pour autant cessé d'être un patriote français et ne manque pas l'occasion pour nous envoyer une carte postale. Ainsi il est désolé de la France « hollandiste » et « approuve » la place importante acquise par le Front national, « je le pousse et le comprends parfaitement bien ».

« Mais il faut vivre avec son temps » Gaulliste depuis 40 ans, il est devenu sarkozyste. Sarkozy battu, le recours logique de cette optique de droite est la famille Le Pen. Soutenir le Mouvement des Citoyens Genevois, la droite radicale à 20% d'électeurs, est somme toute son prolongement logique. « Il faut s'adapter ». Chapeau pour cette constance et cette franchise. Sinon, Alain Delon ne fait pas de politique mais du théâtre.

LUTTE DES CLASSES

est consultable depuis son premier numéro sur le site de WORKERSINTERNATIONAL.ORG

sous rubrique Français

Réflexions d'un marxiste lors de la mort de Nelson Mandela

Voici que les plus influents patrons politiques de la bourgeoisie du monde entier accourraient en pèlerinage en Afrique du Sud. On y inhumait Nelson Mandela dans un acte de véritable sanctification qui réunissait tous les acteurs, adversaires compris – du passé au présent – de Bush à Obama, en passant par Clinton, ou Sarkozy et Hollande avec Cameron, et tutti quanti dans la même déférence recueillie. Aussi leurs ennemis déclarés ou prétendus non-engagés – du délégué chinois au Cubain Castro, ou le brésilien Lula, sans parler des « socialistes » comme Tony Blair – n'ont voulu pour rien au monde manquer cette communion pieuse. Comme pour bien indiquer le camp auquel ils appartiennent réellement et sans fioriture. La question se pose donc inéluctablement : qu'est-ce qui explique ces éloges dithyrambiques ?... Pourquoi ce fervent rassemblement planétaire pour la glorification de ce personnage défunt ?

Lorsque les journaux bourgeois de l'époque l'ont complimenté, l'ouvrier-tourneur August Bebel, grand dirigeant et organisateur de la classe ouvrière allemande et de la IIe Internationale au 19^e siècle et tout au début du 20^{ème}, avait coutume de demander : « quelle bêtise devais-je commettre pour mériter ces louanges ? » Mais Mandela était d'une autre trempe. Il ne se posait aucune question, alors qu'il était déjà littéralement submergé de gloire par une bourgeoisie reconnaissante. Il en a bien connu la raison, il l'a même affirmée. Lorsqu'on lui a décerné le prix Nobel de la paix, en 1993, il n'a pas hésité à déclarer devant le jury : « Le pardon libère l'âme, il fait disparaître la peur. C'est pourquoi le pardon est une arme si puissante ».

Ainsi, à peine sorti d'un long emprisonnement, les dés étaient jetés. Car Mandela s'est soucié bien plus de « l'âme » et de la « peur » de la bourgeoisie cossue sud-africaine que de la souffrance réelle des millions de prolétaires urbains et ruraux exploités outrageusement et écrasés dans la peur du quotidien. Son pardon libérait l'âme de la bourgeoisie tout en enjolivant les chaînes d'exploitation d'un vernis d'égalité fictive. Et le tour était joué. Le fruit vénérable de la collaboration de classe, sociale et politique, s'est mué en une vertu psychologique d'inspiration chrétienne.

Mais il serait inexact de prétendre ou de supposer qu'il était toujours aussi accommodant avec les possédants de son pays et les oppresseurs de son peuple. Au lendemain de la guerre mondiale, en fondant la Ligue des Jeunes avec Walter Sisulu et Olivier Tambo au sein de l'ANC (Congrès National Africain), inféodé au vieil opportunisme conciliant de Gandhi et basé sur la résistance conciliante non-violente à l'impérialisme britannique, ils ont essayé de la radicaliser. Ils ont lancé une politique plus combative et revendicative du nationalisme africain. Avec le bannissement, en 1950, du parti communiste sud-africain (SACP) stalinisé, un rapprochement s'est opéré entre ce parti et l'ANC dont Mandela est devenu le chef incontesté en 1952. Cette alliance s'est encore renforcée après le massacre de Sharpeville (1961), lorsque les dirigeants de ces organisations alliées ont proclamé la lutte armée. Puis, ils ont été emprisonnés également ensemble à Robben Island.

C'est là où le rebelle radical Mandela du nationalisme africain, ainsi que ses compagnons, ont adapté leur gandhisme radical, suranné et compromis à la forme plus moderne de la collaboration de classe dernier cri, incarnée par le stalinisme récemment sorti triomphant de la guerre mondiale. Cette métamorphose n'était pas difficile, car depuis longtemps Trotsky démasquait déjà la complicité entre le gandhisme et le stalinisme, en écrivant par exemple en 1939 que « ...la Comintern est passée sur la position de Gandhi et de la bourgeoisie coloniale conciliatrice en général ». Effectivement, ce glissement découlait directement de la politique funeste de front populaire que Khroustchev et les siens ont encore étendu et généralisé dans la stratégie mensongère et suicidaire de la « coexistence pacifique ».

Il serait vain et inutile de se demander quel aurait été le parcours de l'ANC et de Mandela sans leur liaison serrée avec le SACP. Toujours est-il que la réalité démontre leur collaboration si étroite qu'elle aboutissait à la conversion quasi-naturelle de l'ANC de son gandhisme rafistolé à la forme toute moderne de la collaboration de classe représentée par le stalinisme, - avec toutes ses conséquences cruelles. Les anciens bolcheviks ont utilisé les prisons et les exils pour perfectionner la compréhension marxiste de leurs tâches révolutionnaires. Complètement à l'opposé, les 27 années pénibles passées à l'impitoyable Robben Island ensemble avec les stalinistes ont modelé et parachevé la formation de Mandela en un prédicateur-militant accompli de l'évangile stalinien de paix sociale régée par les puissants. Le maquereau criminel

de cette prostitution d'un grand mouvement de libération, certes hésitant et imparfait, en un instrument résolu de conciliation sociale n'était autre que le SACP stalinien.

Vers la fin des années 1980, l'ensemble du système socio-politique sud-africain s'est détérioré rapidement, conformément à l'alourdissement de la crise mondiale du capitalisme et à ses tentatives ultra-libérales pour en sortir. En Afrique du Sud, toute la maison bourgeoise fut menacée d'un feu dévastateur et la révolution prolétarienne était imminente. D'autant plus que l'apartheid, cette variante sud-africaine du fascisme empêchait toute formation intermédiaire qui, tel un tampon, aurait été susceptible d'amortir le choc violent entre les classes fondamentales.

Paniqués, les chefs de la bourgeoisie ont rapidement révoqué leurs décrets d'interdiction de l'ANC et du SACP et, affolés, se sont précipités à la prison pour implorer les chefs détenus d'éteindre l'incendie. On peut mesurer la profondeur de la crise, l'ampleur de la menace révolutionnaire et de la détresse du système par la taille énorme de cette auto-humiliation d'une classe si orgueilleuse et arrogante !

Personne ne peut affirmer que Mandela et ses pairs ont cédé pour rien, sans aucune contrepartie. Comme leurs inspirateurs stalinistes qui, en 1940-45, ont sauvé la bourgeoisie face à la révolution grondante en compensation de quelques améliorations réelles mais nettement limitées et passagères, Mandela aussi marchandait le prix de son service de pompier d'incendie. Et l'on doit dire aussi que ce prix n'était pas sans aucune valeur, car l'abrogation de l'apartheid raciste a été positivement ressentie par tout un peuple mortellement offensé.

Cependant, nous marxistes, nous avons dès le début sévèrement critiqué cet accord. Non pas à cause de ses limites, comme si nous étions adeptes de quitta ou double d'un jeu de hasard, - loin de nos méthodes. Non plus à cause de son contenu anti-apartheid, voulu par un grand peuple profondément meurtri. Mais nous étions et restons définitivement contre ce pacte entre l'Etat sud-africain bourgeois et l'ANC de Mandela, parce que ces derniers ont présenté leurs exigences anti-apartheid à la place de revendications sociales fondamentales. Ils ont purement et simplement remplacé les revendications de classe par celles d'un anticarisme général, comme si l'apartheid raciste n'était pas le produit naturel et immédiat du capitalisme sud-africain essentiellement colonialiste, spoliateur et parasite.

D'une manière générale, l'objet de ce genre de tractations est en fonction de l'enjeu de la confrontation et du rapport de force entre les adversaires. De ce point de vue, le résultat des négociations en question, malgré l'abolition de l'apartheid, importante en elle-même, restait très nettement en-dessous aussi bien de l'enjeu colossal de l'affrontement (la révolution et le pouvoir), de la faiblesse congénitale du régime et de la forte domination du prolétariat redressé tout debout. C'est à l'aune de ces conditions extraordinaires que l'on peut et doit mesurer l'accord, et comprendre ainsi sa suite inévitable et logique. Exactement comme leurs mentors stalinistes qui se sont alliés naguère à la bourgeoisie dite démocratique contre son frère jumeau fasciste, Mandela et l'ANC ont revendiqué un capitalisme « normal », sans apartheid. Leurs négociations et accords si lointains dans le temps et si proches par leur contenu, exaltés par la bourgeoisie enthousiaste, se valent au bas niveau de la fameuse vente biblique du droit d'aînesse distingué (la révolution et le pouvoir) pour un vulgaire plat de lentilles.

Il faut ici résolument écarter la moindre hésitation quant à la caractérisation nette et définitive de ce pacte de connivence. Il serait incorrect et nuisible de supposer que la même illusion erronée et cruelle nourrissait les chefs de l'ANC qui a saisi la majorité de ses membres et les grandes masses enthousiastes. Au contraire de ces derniers, Mandela et ses amis n'étaient pas dupes. Ils agissaient délibérément pour cet accord, en pleine conscience de sa signification. Deux phénomènes majeurs le prouvent suffisamment. D'abord cette véritable ruée de bon nombre de cadres et dirigeants de l'ANC et des syndicats qui, dès le début, se sont bousculés pour une position élevée et bien lucrative au sein de la bourgeoisie. La plus repoussante figure de ces parvenus et sans doute l'ignoble Cyril Ramaphosa, dirigeant connu du syndicat des mineurs (NUM) ainsi que de l'ANC, catapulté aux conseils d'administration des trusts miniers. Mais il n'était pas le seul d'agir ainsi et, s'il y a des dirigeants de l'ANC qui restent encore en dehors des entreprises bourgeoises, presque tous sont mouillés jusqu'à la moelle par la corruption gigantesque, en commençant par le président Jacob Zuma. L'Afrique du Sud est régulièrement notée comme l'un des pays où la corruption est la plus répandue.

L'autre confirmation convaincante de cette braderie volontaire de la révolution et des projets ouvriers est que, parallèlement à cette grande mutation des cadres et dirigeants de l'ANC aux rangs bourgeois, les chefs de l'ANC et Mandela en tête ont profondément remanié les objectifs de leur programme. Déjà au début des années 1990, ils en ont minutieusement changé l'orientation collectiviste et sociale en éliminant les revendications de base des ouvriers et des paysans, pour un catalogue des demandes dépourvues de toute référence aux classes travailleuses.

S'il en faut une preuve encore plus éloquent, voici que dès le début, il y avait une masse de protestation dans les syndicats et dans l'ANC contre cette véritable trahison et pour le retour à la Charte des revendications originales du mouvement. Et sur ce point, nous devons parler bien haut de notre camarade Mkhungo Bongani, ouvrier métallo à Durban, délégué syndical de NUMSA, membre de l'ANC qui a essayé d'empêcher ce tournant droitier en élevant sa voix et organisant les ouvriers contre cette trahison. C'est en cherchant l'appui des syndicats britanniques que, dans sa recherche d'une issue révolutionnaire, il a reconnu la justesse de l'orientation révolutionnaire du trotskysme. Ensuite, c'est comme notre camarade proche qu'il est retourné à Durban pour rassembler les ouvriers et des révolutionnaires en une organisation politique combattante. Malheureusement, la maladie et les privations ont vaincu ce lutteur mort prématurément. Mais la classe ouvrière sud-africaine peut être fière d'avoir compté dans ses rangs un révolutionnaire marxiste de cette trempe, aussi perspicace dans la compréhension de ses tâches que ferme et solide dans ses convictions. Cette classe a grand besoin de l'exemple stimulant du camarade Bongani dans sa lutte récente pour la construction de son parti révolutionnaire.

Car cette lutte est déjà bien engagée. La preuve décisive du caractère traître du pacte et de toute la politique de Mandela, preuve sans appel parce que historiquement vérifiée, est la situation actuelle catastrophique dans laquelle ils ont entraîné tous les travailleurs et le pays entier. Même les chiffres officiels démasquent une situation désastreuse où une classe ouvrière urbaine et rurale surexploitée vivote péniblement et dont les conditions élémentaires de vie quotidienne (travail, salaire, logement, eau, électricité, transport, services, etc., etc.) ne sont pas réunies. L'inégalité sociale s'est creusée encore davantage. La statistique gouvernementale mentionne, elle aussi, que 85 % de la population ne dispose que de 22 % du revenu global, chiffres probablement embellis. Le chômage touche plus de 25 % de la population active, et plus de 40 % des jeunes, - un pourcentage encore enjolivé. La direction Mandela reculait aussi devant la bourgeoisie rurale blanche. Même une réforme agraire timide et incertaine n'a prévu, en 1994, que la distribution de 30 % des terres, jusque 2014. Or en 2009, il n'y avait que 6 % des terres distribuées ! La direction Mandela a donc complètement abandonné la révolution agraire, pivot central de la révolution et, dans sa honteuse reculade générale, elle a renoncé pratiquement à toutes les tâches importantes, même d'une révolution bourgeoise conséquente. La grande majorité des ouvriers agraires noirs est en état de pauvreté absolue.

Il était donc tout à fait compréhensible que la classe ouvrière, particulièrement les mineurs, aient entamé une lutte contre leur déchéance. Le monde entier avait découvert, il n'y a pas longtemps, avec stupeur et indignation la rafale brutale des armes et le massacre cruel et sauvage avec lesquels la bourgeoisie et son Etat alliés à la bureaucratie syndicale corrompue ont répondu à la revendication de salaire des mineurs du trust Lonmin à Maricana. Parmi les provocateurs et organisateurs de ce massacre révoltant se sont trouvés aussi plusieurs dirigeants syndicaux et, en premier lieu, ce même traître Ramaphosa comme l'un des chefs du trust Lonmin, coupable de ce traquenard meurtrier, - tout cet ensemble étant couvert et protégé par la bureaucratie syndicale complice de la riposte patronale. La classe ouvrière a retenu la leçon. Une série de grèves éclatait et l'organisation des actions et des manifestations ont montré qu'après le temps des illusions paralysantes, la classe ouvrière est partie au combat. Ses meilleurs éléments ont radicalisé les syndicats qui cherchent maintenant leur voie ouvrière indépendante, tandis que les plus lucides se sont engagés dans la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

Une effervescence ébranle le pays entier. Les ouvriers sud-africains, avec leurs frères et sœurs namibiens font les premiers pas difficiles et prudents mais décisifs et prometteurs vers la naissance de leur parti de classe. Nos camarades de Namibie marchent dans les premiers rangs de cette fermentation générale, et nous les saluons fraternellement. C'est une lame de fond puissante qui se lève, dont l'amplification prochaine va sans doute secouer le monde entier.

Quand l'avocat des riches harangue les juges

Pureté morale du Comité de forges

Maître Le Borgne est connu comme l'avocat le plus côté de la haute bourgeoisie compromise dans les scandales politico-financiers. Sa conscience de classe est à la hauteur de ses honoires et sa langue à la hauteur de son cynisme. Lors du procès de l'UIMM, le patronat de métallurgie et héritier du fameux Comité des forges, le poids lourd du MEDEF, dont le président Denis Gautier-Sauvagnac est condamné à deux ans de prison avec sursis et 250 000 euros d'amende pour avoir soudoyé des journalistes et syndicalistes (avec au total 17 millions d'euro d'argent liquide -pour « fluidifier les relations sociales » - dit-il innocemment), maître Le Borgne, trouvant cette condamnation lourde, fait toute une leçon de morale publique aux juges :

" La réalité, a-t-il observé, c'est qu'avec cette affaire, on a froissé le mythe selon lequel les syndicats doivent être dans l'opposition au patronat. " " Quand l'UIMM paie des stands à prix d'or dans des congrès ou achète des milliers d'exemplaires d'un journal que personne n'a envie de lire, ça ne choque personne, a ironisé l'avocat. Mais quand il n'y a plus de stands ou de journaux à payer, que faire ? Un chèque ? Ce n'est pas concevable, car on se heurte à l'idée de la lutte des classes et à la tradition syndicale française. Alors oui, on choisit la solution discrète des remises d'espèces. Parce que si les damnés de la terre apprennent que leurs dirigeants syndicaux touchent de l'argent des patrons, l'Internationale leur resterait dans la gorge ! "

Si le patronat a si longtemps payé, a poursuivi Me Le Borgne, c'est " parce qu'il a besoin que les syndicats existent, pour qu'on puisse s'asseoir à la table des négociations et signer des accords ". " Cela vaut tout de même mieux que la pureté révolutionnaire et les assassinats de patrons ", s'est-il exclamé en évoquant le cas de Georges Besse, tué en 1986 par le groupe armé Action directe.

L'avocat de Denis Gautier-Sauvagnac a enfin exhorté le tribunal à " lutter contre lui-même et contre ses penchants " : " Vous n'aimez pas la dissimulation. Vous n'aimez pas l'argent parce que sinon, vous feriez autre chose ", a-t-il lancé à l'adresse des trois juges, avant d'ajouter : " Mais vous n'êtes pas les redresseurs de torts d'un monde imparfait et qui s'avoue d'ailleurs imparfait. Vous pouvez désapprouver ce qui s'est fait. C'est un jugement social, historique et politique. Mais il n'entre pas dans le cadre de poursuites pénales. Vous n'êtes pas des justiciers, vous devez être des juges qui disent la loi. "

Jugement le 10 février 2014. »

Cet extrait du Monde du 24 octobre 2013 est plus riche en enseignement politique que des livres entiers de notre camarade Christian Picquet, qui trouve la franchise de Lénine inappropriée à la démocratie française. Or Maître Le Borgne dit strictement la même chose que son prédécesseur politique en Russie, Milioukov, adversaire lucide de Lénine, qui ne s'est pas caché derrière les phrases démocratiques doucereuses. Leur postulat est : révolutionnaire = assassin. Pour tromper les ouvriers, il faut corrompre leurs dirigeants. Vous, les juges, vous êtes bourgeois et votre rôle est d'aider le patronat à combattre ses ennemis de classe, ou non seulement vous n'aimez pas l'argent - ce qui dépasse notre entendement -, mais vous vous acharnez à poursuivre les dissimulations patronales.

Pauvres juges ! Ils étaient si gentils avec le client de maître Le Borgne, or il les humilie et méprise en guise de gratification publique. Si les avocats de la classe ouvrière avaient ne serait-ce qu'un quart de ce culot et de cette pureté de pensée de classe ! ...

R.P.

Rien d'étonnant donc que la bourgeoisie internationale se sente si concernée et, ensemble avec ses courtisans et sous-fifres de tout acabit, se précipite en Afrique du Sud. Avec un sûr instinct de classe elle a senti le danger. Il lui fallait contrer aussitôt cet éveillé menaçant, et le meilleur remède lui paraît d'empoisonner la conscience de classe des travailleurs avec les enseignements toxiques de Mandela sur la fraternité générale des hommes sans distinction de classe. Mais si la bourgeoisie semble décidée d'élever ce mensonge au niveau mondial de généralisation, elle risque de heurter frontalement, précisément les expériences des travailleurs sud-africains. Ainsi, pour dégager le chemin conduisant au parti prolétarien révolutionnaire, la classe ouvrière sud-africaine devrait, en premier lieu, compléter et approfondir les leçons de cette expérience précieuse. La clé de réussite de la fondation de son parti est le dépassement critique de l'idéologie et de la pratique de Mandela.

Balazs NAGY